

# M'PEP!

**Avec l'euro, une politique monétaire unique néolibérale s'est appliquée à des situations nationales radicalement différentes. L'euro devait « protéger » et être un « bouclier » contre les spéculateurs. La crise qui sévit depuis 2008 démontre le contraire : l'euro n'a pas empêché la spéculation sur la dette publique grecque, irlandaise, espagnole, portugaise...**

**Admettons que la gauche de gauche se soit rassemblée, qu'elle soit devenue majoritaire à gauche sur le plan électoral en étant passée devant le Parti socialiste, et qu'elle ait formé une coalition avec quelques socialistes de gauche pour gouverner. Pour sortir de la crise et mener de vraies politiques de gauche, elle devra sortir de l'euro et pratiquer la désobéissance européenne. Aucune politique de gauche n'est possible en restant dans l'euro et en respectant le droit européen.**

## DETTE : NE PAS PAYER !



### » ANNULER LES PLANS D'AUSTÉRITÉ

Dès le lendemain de sa mise en place, un gouvernement vraiment de gauche devra annuler les plans d'austérité qui ont concerné les retraites, les budgets publics pour des activités d'intérêt général comme la justice, l'Éducation nationale, l'hôpital public, l'assurance-chômage, les minimas sociaux...

### » DÉCIDER LE DÉFAUT DE PAIEMENT

Mais la droite et les socialistes de droite vont dire qu'annuler les plans d'austérité va augmenter la dette publique. C'est vrai ! C'est pourquoi il faut cesser de payer la dette (arrêt du remboursement du capital et du paiement des intérêts).

### » RESTRUCTURER LES DETTES

Ils nous diront encore que faire défaut ne permettra plus d'emprunter sur les marchés financiers. C'est vrai ! Un gouvernement de gauche doit prendre l'engagement de rembourser les classes populaires et moyennes qui ont prêté de l'argent à l'État en lui achetant des obligations. A l'inverse, les Hedge Funds, les banques, les fonds de

pension et autres fonds qui détiennent des obligations d'État pourront voir leurs remboursements réduits, reportés dans le temps ou même annulés, selon leur rôle dans la spéculation internationale.

### » SORTIR DE L'EURO ET REVENIR AUX MONNAIES NATIONALES

La décision de sortir de l'euro devra être prise par référendum ou par l'engagement pris devant les électeurs par les candidats à la présidentielle et aux législatives. Dans un régime démocratique, le pouvoir de battre monnaie doit être confié aux élus du peuple. Car battre monnaie donne la possibilité de définir une politique monétaire qui servira à financer la politique économique. Comment la gauche pourrait-elle accepter la dictature monétaire exercée actuellement par les marchés financiers qui, en rendant indépendante la Banque centrale européenne des pouvoirs publics, l'a en réalité retirée des mains du peuple ? La monnaie et la politique monétaire font partie d'un ensemble plus vaste qui est la politique économique, qui doit relever exclusivement de la sphère politique.

### » DÉVALUER

L'euro est une monnaie trop forte qui pénalise les exportations. En outre, le franc ne sera pas convertible avec les autres monnaies et relèvera de parités fixes, empêchant ainsi toute spéculation.

### » LIBÉRER LES PAYS PRISONNIERS DU FRANC CFA

Le franc CFA est une monnaie coloniale qui doit, à terme, disparaître. Le retour au franc et sa non convertibilité contribueront à briser les liens de domination qui demeurent entre la France et les pays utilisant le franc CFA.

### » REPRENDRE EN MAIN LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Une loi devra être votée pour mettre fin à l'indépendance de la Banque de France et lui donner un statut d'autonomie. Les pays qui quitteront l'euro pourront alors retrouver le monopole de la création de leur monnaie, soustraire cette activité essentielle des griffes des banques privées, et recouvrer leur indépendance et leur souveraineté monétaires. >>>

>>> Deux outils de politique monétaire seront réactivés : l'encadrement du crédit et la sélectivité du crédit. Au lieu d'emprunter sur les marchés financiers, l'État se financera en partie auprès de la banque centrale : c'est ce qu'on appelle la monétisation.

### » NATIONALISER LES BANQUES ET LES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Le rôle des banques est de financer l'économie, activité qui ne doit plus être confiée au marché. Les banques seront obligées de prêter aux PME.

### » DÉMANTELER LES MARCHÉS FINANCIERS

Réguler ne suffit plus, il faut démanteler. Les pays sortis de l'euro ne se financeront plus sur le marché obligataire, qui sera fermé. Les États continueront à émettre des obligations, mais elles ne pourront être souscrites que par les ménages, les banques et compagnies d'assurances, dans le cadre d'un quota obligatoire d'achats ou de leurs provisions et réserves et enfin par la Banque de France. Le dépérissement de la Bourse sera organisé jusqu'à sa fermeture. Le financement des entreprises par le mécanisme boursier plutôt que par l'emprunt bancaire est de plus en plus néfaste pour les entreprises elles-mêmes : les actionnaires pompent désormais davantage de capitaux des entreprises qu'ils ne leur en apportent.

### » CONTRÔLER LES MOUVEMENTS DE CHANGE ET DE CAPITAUX

L'absence de contrôle des changes favorise les crises... Il faut remettre en place le contrôle des changes et des mouvements de capitaux.

### » POUR UNE MONNAIE COMMUNE

Une monnaie unique comme l'euro a cours dans un ensemble de pays où les anciennes monnaies ont été fusionnées pour en créer une nouvelle. Une monnaie commune peut être créée par des pays dans lesquels subsistent plusieurs monnaies ayant entre elles un taux de change fixe (mais modifiable) et qui ont plusieurs banques centrales, plusieurs politiques monétaires et notamment des taux d'intérêt différents. Elle est utilisée uniquement pour les transactions internationales. Il faut préparer une monnaie unique entre pays européens.

### » DES MESURES PROTECTIONNISTES DANS LE CADRE UNIVERSALISTE DE LA CHARTE DE LA HAVANE DE 1948

Selon cette Charte, qui ne fut jamais appliquée, les relations bilatérales entre pays doivent reposer sur le principe suivant : «Aucun pays, à long terme, ne peut fonctionner avec une balance commerciale déficitaire». Pour rétablir l'équilibre, des mesures protectionnistes sont autorisées.

### » SUPPRIMER LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

Créer des conditions économiques propices au plein-emploi : augmenter les salaires ; développer une politique industrielle ; instaurer du protectionnisme social et environnemental dans le cadre de la Charte de La Havane de 1948 ; changer le calcul des cotisations sociales patronales ; voter une loi contre les délocalisations et une loi contre les licenciements boursiers. Faire de l'emploi un droit opposable : celui qui n'a pas d'emploi peut

s'opposer à l'État en faisant gratuitement appel auprès des tribunaux, l'État sera alors condamné à proposer des emplois au plaignant.

### » DÉSOBÉIR À L'UNION EUROPÉENNE

La désobéissance européenne, c'est briser le carcan juridique d'un droit européen ultra-libéral qui s'impose aux États et interdit toute politique de gauche. Aucune des mesures précédentes n'est compatible avec le traité, les règlements et les directives européennes. Il faut donc réformer la Constitution française par référendum pour restaurer la primauté du droit national.

### » AGIR POUR UNE EUROPE DE GAUCHE

La coopération entre les peuples et les nations d'Europe est nécessaire. Mais la coopération politique n'est envisageable qu'avec des gouvernements de gauche. L'Europe sera de gauche ou ne sera pas !

## Pour aller plus loin

### En librairie



## BULLETIN DE DEMANDE D'ADHÉSION 2011

Nom ..... Prénom ..... Date de naissance : ...../...../.....  
 Adresse .....  
 Ville ..... Code postal .....  
 Courriel .....@..... Homme  Femme   
 Tél. ....../...../...../...../..... Mobile ....../...../...../..... Profession .....

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66% des sommes versées dans un plafond de 20% du revenu du foyer fiscal. Les cotisations et les dons peuvent faire l'objet d'un prélèvement automatique (minimum 10 euros par mois). **Pour les personnes non imposables ou à faibles ressources, le montant minimum de la cotisation annuelle est de 30 euros** • Pour les autres les cotisations doivent tendre vers 1% des revenus • Chèque à établir à l'ordre de M. Quinet, mandataire financier du M'PEP, déclaré à la préfecture le 10 février 2010 et à envoyer à M'PEP service adhésions - 12, rue de la gare - Kernével - 29140 - ROSPORDEN